

**LE CAPITALISME
N'A PAS D'AVENIR !
NOUS SI !** ★

**Congrès du MJCF
15-16-17-18 avril 2010
Gennevilliers**



Quelle société voulons-nous?

« LE COMMUNISME EST LA JEUNESSE DU MONDE », Paul Vaillant Couturier.

Nous voulons construire une société communiste

Le contexte de crise sociale, politique, économique et écologique met en évidence les effets destructeurs et les contradictions du capitalisme. Dans le même temps, les limites du capitalisme, la prise de conscience de partage d'une même humanité, les colères qui s'expriment montrent que le dépassement du système capitaliste est plus que possible, il est nécessaire.

Le processus de mondialisation actuel demeure piloté par les exigences d'un capitalisme financier et ultralibéral qui soumet la nature et toutes les activités humaines, le vivant lui-même, à la recherche exclusive du profit. L'avenir du développement humain nécessite la sortie du capitalisme.

Tout appelle aujourd'hui au besoin de mise en commun, de partage des richesses, des pouvoirs, des savoirs et des connaissances pour sortir de l'ornière. La nécessité de mettre fin à l'exploitation, aux aliénations et aux dominations renforcent plus que jamais l'actualité du communisme.

Nous voulons une société d'émancipation, de liberté, de solidarité, de partage, de justice sociale, d'égalité, de respect, de laïcité. Nous voulons créer un système fondé sur la démocratie, la gestion collective, la responsabilité environnementale, le partage des savoirs, des pouvoirs et des richesses, Une société sans classe, sans Etat, sans domination : « de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins », et permettant d'abolir toutes les dominations.

En nous fondant, notamment sur l'analyse marxiste de la société, nous voulons construire cet idéal ici et maintenant, en prise avec les réalités et les aspirations de notre temps.

Le communisme est donc à la fois une visée fondée sur l'émancipation des êtres humains, la satisfaction de leurs besoins en même temps que le mouvement réel qui permet d'abolir l'exploitation, les dominations et aliénations.

Nous œuvrons donc au développement de toutes les luttes émancipatrices, notamment celles des jeunes, qui permettent de changer la vie du local au mondial. Notre action révolutionnaire s'appuie sur le développement constant des luttes de classes et de toutes les luttes libératrices, en travaillant à la prise de conscience des dominés et des exploités de leurs intérêts communs.

Nous devons être en accord avec notre idéologie, le communisme. La révolution ne pourra avancer sans la mise en pratique quotidiennes de nos valeurs communistes.

Notre projet

Partageons les richesses !

Dans le système capitaliste, le capital appartient à une minorité. L'activité est déterminée par la volonté de la recherche du profit. Les détenteurs du capital organisent seuls la production, décident seuls des forces de travail engagées. C'est

par la possession du capital que la classe dominante assoit son pouvoir sur la majorité.

Notre projet, le communisme, est en rupture totale avec le capitalisme et vise à y substituer un système basé sur le partage et la mise en commun.

La finalité de la production est la réponse aux besoins de chacun. Moteurs de la production, les travailleurs la gèrent collectivement avec les élus et les usagers, faisant des richesses la propriété de tous.

Ces principes et ces objectifs forment ensemble ce que nous appelons socialisation des moyens de production, et constituent les bases économiques du communisme. En donnant le pouvoir aux citoyens, travailleurs ou non, ils rendent possible la satisfaction des besoins sociaux (santé, formation, retraite, etc.), la juste rémunération des travailleurs, la conquête de nouveaux droits inaliénables libérés du capital, la transformation du travail-aliénation en source d'émancipation par l'abolition du salariat.

Le capitalisme s'accapare les ressources naturelles pour l'intérêt de quelques uns. A la recherche du profit, il entraîne la détérioration de l'environnement. La planète et ses ressources sont les premiers biens communs de l'humanité. Nous voulons les protéger en instaurant des nouveaux modes de développement durable qui profitent à l'ensemble des peuples et aux générations successives.

Partageons les savoirs !

Le savoir ne doit pas être une marchandise, il doit être considéré comme une propriété collective de l'humanité car il est indispensable à l'émancipation. La classe dirigeante s'approprie la production des savoirs et contrôle leurs diffusions selon des critères de rentabilité, c'est un véritable enjeu de pouvoir.

Le savoir doit être diffusé pleinement à l'ensemble de la population. Pour cela, nous appelons à une transformation profonde du système d'éducation afin de le rendre émancipateur et accessible à tous, et au développement de l'éducation populaire afin de diffuser largement le savoir. En effet, le savoir, le progrès technique et scientifique, doivent bénéficier à tous. Le savoir naît à partir de l'appréhension critique des conditions concrètes d'existence. Les savoirs permettent à chacun d'accéder à son projet en réduisant l'impact des déterminismes sociaux. La connaissance participe à l'amélioration des outils de production, et donc de la qualité du travail. Le savoir humain ne saurait résumer aux connaissances scientifiques. Il est aussi inhérent à une culture générale qui, en concernant tous les domaines du savoir humain, permet l'épanouissement et développe l'esprit critique, conditions d'une humanité émancipée. Il permet aux individus de comprendre la société dans laquelle ils sont, pour pouvoir prendre en main son évolution et en devenir acteurs. Mais la transmission du savoir ne peut être à sens unique : tous doivent pouvoir participer à l'avancée des connaissances en transmettant le savoir qu'elles et ils produisent. C'est en suivant cette voie que nous nous émanciperons. Le partage des savoirs est un des éléments clefs qui permettra de développer la coopération internationale et la solidarité entre les peuples. Ainsi, des grands enjeux mondiaux tels que le droit à la santé, les recherches pour une alimentation de masse

et de qualité, le dérèglement climatique exige la fin d'un système de brevets et le partage des connaissances à échelle mondiale.

Partageons les pouvoirs !

Les capitalistes instrumentalisent les Etats qu'ils contrôlent afin de développer le capitalisme mondial et l'économie de marché.

De nombreuses instances décisionnelles, nationales, européennes, et mondiales ont été créées par et pour les capitalistes. Elles servent à protéger leurs intérêts sous couvert de démocratie. Sauf de rares exceptions, les exécutifs n'agissent pas dans le souci de l'intérêt général mais pour la satisfaction d'une minorité d'exploitants. Cette soumission se remarque notamment au niveau européen. Les institutions actuelles de l'Union, soumises au capitalisme, mettent tout en place pour imposer leur vision du monde, comme pour le traité de Lisbonne. Cette volonté d'imposer une vision du monde capitaliste est permise par l'éloignement du pouvoir décisionnel. C'est un déni de démocratie.

Il faut renverser le système actuel et donner le pouvoir au peuple. Pour cela, il faut que chacun soit impliqué dans le processus de décision que ce soit dans les collectivités territoriales, dans les lieux de travail, les lycées, etc. Chaque échelon de représentation doit émaner de ces espaces de pouvoir populaires et locaux.

Enfin, dans ce contexte, nous constatons l'impossibilité de changer les institutions internationales. Il est donc plus que jamais nécessaire de créer de nouvelles structures garantes de la démocratie, des droits des travailleurs, de la solidarité et de la paix.

Construisons une Europe au service des peuples, émancipée de la domination du capital.

Pour l'émancipation des individus.

Pour asseoir leur domination de classe, les capitalistes cherchent à diviser le monde du travail, à empêcher la renaissance d'une conscience de classe. En jouant sur la mise en concurrence des individus, la peur de l'autre, les capitalistes ne veulent pas que chacun voie en l'autre son égal. Les discriminations ne sont pas nées avec le capitalisme, et pourraient persister une fois celui-ci dépassé. La classe dominée doit s'unir et être porteuse de toutes les luttes émancipatrices. A l'image de la société que nous voulons créer, cette classe doit être, dès aujourd'hui, solidaire.

La lutte pour l'égalité des individus, quel que soit leur genre, leur nationalité, leur couleur de peau, leur orientation sexuelle, leur handicap, passe par la lutte pour l'égalité des droits, contre les discriminations et le communautarisme. Cela passe par une vie citoyenne riche et par la laïcité, fondée sur un Etat séparé des institutions religieuses et qui refuse tout dogme.

L'égalité devant la loi n'est pas l'égalité dans les faits. Nous devons faire évoluer les mentalités pour mettre à bas les codes culturels qui justifient les discriminations, les inégalités et la violence dans la vie de tous les jours.

Le devoir de mémoire est crucial. Les discriminations et les luttes émancipatrices font partie de notre histoire. La connaître est un outil pour faire reculer les inégalités et nourrir nos luttes. La connaissance par tous les citoyens de l'histoire, non seulement de notre pays, mais de celle de tous les peuples, permettra à chacun de se reconnaître dans notre société et de la comprendre.

Nous voulons ouvrir une phase transitoire nous permettant de dépasser le système d'exploitation de l'Homme par l'Homme et de construire les bases économiques, sociales et politiques d'une société d'émancipation individuelle et collective. Pour cela le monde du travail doit devenir la classe dominante, c'est ce que nous nommons le socialisme du XXI^{ème} siècle.

Les leviers de la révolution

Reprenons ce qui nous est volé !

Pour maîtriser leur avenir, les travailleurs doivent s'emparer des moyens de production et d'échange. La socialisation de ces derniers remet l'être humain et la préservation de son environnement au centre des préoccupations.

Ainsi, les services publics doivent assurer des droits inaliénables à chacun : santé, alimentation, transport, énergie, arts, éducation, formation, logement, eau, secteur bancaire, sports, etc. Tout ce qui répond aux besoins des peuples doit être sorti de la logique marchande. Nous voulons développer la Sécurité sociale pour couvrir les besoins pour assurer de manière solidaire les besoins liés aux parcours de vie : gratuité des frais médicaux, allocation de dépendance, de chômage, pension de retraite, accidents de travail, allocations familiales, allocations différenciées pour les jeunes.

Les services publics font face à plusieurs enjeux : leur démocratisation, et leur internationalisation.

Les services publics doivent être gérés de façon nouvelle et démocratique, seule condition de leur efficacité. Il faut revoir leur fonctionnement : les personnels, les usagers et les élu-e-s locaux doivent prendre part à la gestion des services publics.

Pour mutualiser la recherche en la répartissant sur différents pays, il faut établir des réseaux européens et mondiaux de services publics nationaux.

Des réseaux de services publics gèreraient les « biens communs de l'humanité », ces ressources naturelles comme l'eau, l'air, le gaz, le pétrole, le sol, les terres agricoles, qui sont nécessaires à tous les peuples et qui doivent être préservées et utilisées rationnellement pour garantir leur accès aux générations futures.

Partout sur la planète une réforme agraire est indispensable. Les terres agricoles doivent être avant tout destinées à la production alimentaire, de qualité et respectueuse de l'environnement. La spoliation des terres par les promoteurs immobiliers doit cesser. Il faut une politique agricole qui fasse le choix des exploitations de taille modérée et permette aux jeunes qui le souhaitent de devenir

agriculteurs, qui respecte les paysages, qui favorise les produits agricoles de qualité en choisissant des productions adaptées aux territoires, qui soit créatrice d'emploi.

Si dans le long terme, nous voulons la démocratisation totale de la production de richesses, dans l'immédiat, la société doit pouvoir déterminer de nouveaux critères de gestion. C'est-à-dire, définir quels sont ses besoins et fixer les priorités dans l'utilisation des ressources, afin de préserver son environnement et les ressources naturelles. Les finalités du travail et de l'entreprise doivent changer. Elles doivent assurer un revenu conséquent à chaque salarié, améliorer les conditions de travail et faire qu'un individu s'y épanouisse. Le partage et la réduction du temps de travail permises par les gains de productivité, est un des outils permettant l'émancipation individuelle et collective.

Les entreprises ne vivent pas en autarcie et produisent dans un cadre plus vaste. C'est pourquoi, les salarié-e-s et les institutions politiques doivent pouvoir intervenir dans les grandes décisions. A cette fin, le crédit doit répondre aux critères de développement de l'emploi et des salaires, de la formation et de la qualification des personnels, d'une production respectueuse de l'environnement. Elle passe par une nationalisation des banques, et leur organisation en pôle public national, ainsi que par la révision des finalités des banques centrales en ce sens. A l'inverse, les entreprises qui vont à l'encontre de ces critères seront pénalisées. Enfin les fonds publics ne seront versés qu'en fonction de ces critères avec un contrôle accru.

Une autre organisation du travail est possible et les salariés peuvent détenir les moyens de production. Les coopératives constituent un atout pour le démontrer. Même si elles ne peuvent tenir pleinement leur rôle dans le cadre du système capitaliste. La possibilité de former une coopérative doit être proposée aux travailleurs menacés par la fermeture de leur entreprise. Les travailleurs doivent pouvoir récupérer les outils de production à leur compte.

L'égalité entre les individus est notre but, non seulement en droit, mais en fait. Nous voulons utiliser la fiscalité pour réduire les inégalités entre citoyen-ne-s d'un même pays, mais aussi pour réduire, puis supprimer les inégalités de richesses entre les Etats.

L'argent existe, mobilisons-le !

Nous faisons le choix politique de prendre l'argent là où il est, afin qu'il profite au peuple. L'Etat a été capable de trouver des dizaines de milliards pour sauver les banques, il aurait dû les utiliser pour satisfaire les besoins de tous.

Dans ce but, nous voulons dès aujourd'hui une fiscalité juste et progressive :

- une taxation des revenus du capital
- un impôt sur la fortune
- l'abrogation du bouclier fiscal
- une lutte contre l'évasion fiscale
- l'abrogation des taxes injustes : TVA, CSG, TIPP.

Cela doit permettre de répondre aux besoins économiques et sociaux de l'ensemble de la population pour atteindre une société communiste.

Réapproprions-nous, transformons et créons des institutions.

L'organisation du territoire nationale doit permettre à tous les citoyens de s'exprimer et d'intervenir. Pour cela, des liens doivent se tisser entre le monde du travail, la population et les organes de décision, de mettre en lien le monde du travail, la population et les organes de décisions. Cette conception pose les bases d'une nouvelle république, sociale, solidaire, démocratique et populaire.

Nous voulons nous approprier et déconcentrer un pouvoir : celui des décisions sur les grandes orientations économiques, sur l'organisation générale de la production.

La mise en place dans chaque entreprise, dans chaque lieu de travail, d'assemblées décisionnelles de salariés, permettra des prises de décisions collectives sur l'organisation et la finalité de la production ainsi que la répartition des richesses produites. Le mutualisme doit primer sur la concurrence.

La participation aux institutions est un levier de transformation, si elle est synonyme d'avancées sociales, d'alternatives démocratiques au capitalisme. Elle doit être articulée en permanence avec la participation et le contrôle des citoyens sur les institutions, ainsi qu'à la construction de rapports de forces dans la société. Nos élus dans les institutions doivent être des relais et des points d'appuis dans les luttes.

Ces institutions doivent être le reflet de la volonté populaire. Donner de la place et des moyens aux associations, créer des lieux de rencontre et de création artistique, mettre en place des conseils de quartiers, de villes, chargé d'élaborer les politiques avec les élu-e-s, etc. Ainsi, les collectivités locales doivent être la pierre angulaire d'une nouvelle démocratie, fondée sur le pouvoir de toute la population. Par conséquent, nous nous opposons à toute réforme visant à démanteler les collectivités locales, priver les citoyen-e-s de l'accès à la démocratie et d'instaurer le bipartisme.

Nous réclamons que tous les scrutins se fassent à la proportionnelle, que chacun compte pour un. Les résidents étrangers doivent bénéficier du droit de vote. Les parlements doivent être au centre de nos institutions démocratiques. La présidence de la République doit être mise au second plan.

Il ne faut cependant pas nous arrêter aux frontières françaises et nier la place majeure de l'Union européenne. L'Europe fonctionne aujourd'hui sur un modèle complètement antidémocratique, celui du diktat de la Commission européenne. Nous voulons opposer à l'Europe des Etats l'Europe des peuples. Les différends plans d'austérité au niveau européen, en Grèce notamment, montrent que la finalité de l'UE est de servir les intérêts de la grande bourgeoisie. Il serait illusoire de penser transformer ces institutions. Il est plus que jamais nécessaire de créer de nouvelles structures garantes de la démocratie, du droit des travailleurs, au service des peuples, émancipées de la domination du capital et des marchés. Il faut construire de réels services publics européens, ouvrir totalement les frontières, y compris aux résidents originaires de pays non membres de l'UE, instaurer un SMIC européen, etc.

Construisons une Europe internationaliste, sociale et solidaire en lieu et place de l'Europe forteresse du capitalisme.

Les institutions internationales doivent garantir le développement économique, social, environnemental pour tous les peuples. Pour cela, il faut les sortir des logiques capitalistes. Nous exigeons :

- La suppression de l'OTAN, instrument militaire de l'impérialisme occidental.
- La refondation de l'ONU pour qu'elle devienne une véritable force de paix, garante des libertés des peuples à disposés d'eux-mêmes.
- Le remplacement des institutions économiques internationales (FMI, OMC, Banque mondiale...).
- La construction de nouvelles institutions à l'échelle continentale et mondiale œuvrant au développement social et à la souveraineté des peuples.

Les médias doivent être un contre-pouvoir nécessaire et utile. Nous devons créer toutes les facilités pour qu'un pluralisme d'opinion s'exprime, pour garantir le droit plein à l'information en permettant de les détacher des grands groupes financiers et en favorisant leur appropriation populaire. A ce titre, des exemples de médias alternatifs existent en France et dans le monde. Il est nécessaire d'assumer la subjectivité médiatique et il faut créer un véritable statut des métiers des médias.

Gagnons des nouveaux droits pour les jeunes.

Nous refusons d'être la première génération qui vit plus mal que celle de ses parents. Nous ne serons pas une génération de précaires et de chômeurs longue durée. Nous revendiquons le droit de vivre dignement dans une société émancipée. Nous voulons transformer la société à toutes les échelles, du local au mondial. C'est pourquoi il est urgent de mettre en place un dispositif de nouveaux droits pour faire sortir les jeunes de la loi du marché.

Nous voulons obtenir le plus haut niveau de vie pour chacun. Un service public du logement où chacun dès ses 18 ans peut se voir attitrer un logement. Nous voulons la gratuité des transports, notamment pour les jeunes, qui permettra à chacun de pouvoir se déplacer où il le souhaite, selon ses besoins ou ses envies. Nous exigeons que le système de santé soit gratuit pour tous, y compris les soins psychologiques, ophtalmologistes, dentaires, ou gynécologiques, ou l'accès à la contraception et à l'avortement.

Nous voulons une formation initiale de qualité gratuite, laïque et obligatoire pour tous. L'éducation (générale ou professionnelle) aura comme priorité de former des esprits critiques, en même temps qu'enseigner des savoirs. Pour cela l'État doit répondre à 4 exigences fondamentales :

- Droit à choisir son parcours de vie : que le système scolaire aide chacun à le définir et à le construire, pour qu'elle réponde aux aspirations personnelles. Nous ne voulons plus de hiérarchisation des filières mais une école des réussites construite sur les envies des individus.
- Droit à une formation de qualité : pour faire des lycées, des lycées d'enseignement professionnel et des centres d'apprentissages des lieux de formation de qualité, nous considérons que des éléments indispensables comme l'histoire, la philosophie,

l'éducation civique (ECJS), la science ou les arts font partie d'une base commune de connaissance nécessaire.

- Droit d'être formé dans de bonnes conditions : nous voulons de bonnes conditions d'apprentissages avec des classes à taille humaine. Nous voulons par exemple la gratuité de l'ensemble du matériel scolaire, particulièrement pour les apprentis. Nous exigeons une pédagogie qui ne compte pas sur un apprentissage hors-école qui renforce les inégalités. Le soutien scolaire doit retourner dans le giron de l'Education nationale. Exigeons une allocation d'études afin de s'épanouir dans le cadre de sa scolarité sans avoir à travailler à coté. Les années d'études doivent être prises en compte dans le calcul des droits à la retraite.

- Droit à la citoyenneté : Pour que le lycée comme l'université et les centres de formation soient des endroits d'émancipation citoyenne, pour que les lycéen-ne-s et les apprenti-e-s construisent leurs idées tout en exerçant leurs droits citoyens, dont le droit de grève.

- Pour un statut social des apprentis. Les apprentis en tant que travailleurs sont au cœur de la contradiction capital/travail et sont par leur statut les premières victimes du capitalisme.

Nous exigeons pour les apprentis :

- la semaine de 32 heures

- une semaine de congés payés supplémentaire

- la gratuité totale de l'enseignement

- l'obligation d'embauche si le jeune a eu son diplôme et s'il en fait la demande

- leur rémunération à 100% du SMIC

Nous voulons que les jeunes trouvent leur place dans le monde du travail afin de s'y épanouir. Une qualification doit ouvrir à l'exercice d'un métier correspondant à un niveau minimum de salaire. Pour que les jeunes ne soient plus contraints d'accepter des contrats précaires, nous exigeons la mise en place d'une allocation de recherche du premier emploi, afin que le nouveau diplômé trouve un emploi conforme à sa qualification. Le montant de l'allocation doit être suffisamment élevé pour contraindre les employeurs à proposer des emplois justement rémunérés, et émancipateurs.

Nous voulons pouvoir nous former tout au long de notre vie. L'évolution des technologies et la volonté de chacun de changer de travail nécessitent la mise en place d'un système de retour à la formation puis de retour à l'emploi sans pénalité financière, cela contribuerait à supprimer le chômage. Comme la sécurité sociale, nous luttons pour une sécurité d'emploi ou de formation qui sorte l'ensemble des jeunes et moins jeunes de la précarité et du chômage.

Nous voulons que l'art et la culture soient libre d'accès pour tous. L'avancée technologique facilite l'accès à la culture. Il faut sauvegarder et promouvoir la diversité culturelle : pas de hiérarchisation des arts, promouvoir l'art dans le milieu scolaire en dehors des choix culturels dominants. Afin de démocratiser l'art et la culture, aidons les associations, compagnies et structures à s'installer dans les territoires isolés. Les États doivent mettre en place des systèmes de financements de taxation des entreprises comme rémunération des artistes et soutien aux œuvres culturelles afin que l'accès à celles-ci soit libre. Enfin, des campagnes de

sensibilisation et d'éducation populaire doivent être mises en place afin de donner à chacun les outils d'appréciation et de pratique de ces œuvres.

La culture, la pratique des sports et des loisirs doivent être considérés comme un droit qui ne doit pas dépendre de la capacité financière de chacun. L'Etat doit donc mettre en place des systèmes de solidarité (comme la gratuité) afin que chacun puisse y avoir accès.

Emancipons-nous !

Nous voulons une société solidaire entre les territoires et les individus, pour construire une véritable société du vivre ensemble.

Il faut promouvoir la solidarité comme le lien entre tous les individus, créateurs de nombreuses richesses. C'est du respect de la diversité de chacun et de notre histoire commune que proviennent les valeurs communes à tous.

La laïcité est un principe fondamental pour assurer la liberté de conscience et l'égalité républicaine. C'est pour cela que nous souhaitons la fin du concordat en Alsace – Moselle et l'application du principe de laïcité sur l'ensemble du territoire français.

Nous voulons construire une société émancipée de toutes les dominations, de toutes les discriminations. Il s'agit de passer de l'égalité formelle à l'égalité réelle.

Face aux violences dont les femmes, ainsi que les hommes et les enfants sont victimes (viols, coups et blessures, violences psychologiques, prostitution, etc.), l'Etat doit prendre ses responsabilités. Il faut développer les campagnes de sensibilisation, de prévention, les moyens mis à disposition des collectivités territoriales pour la prise en charge des victimes. Les agresseurs devront recevoir des sanctions adaptés, qui doivent être réellement appliquées. Mais ils devront aussi être accompagnés et bénéficier d'un suivi psychologique.

La société patriarcale conduit à de fortes inégalités entre hommes et femmes. Dans l'inconscient collectif de tous, la reproduction des rapports patriarcaux a du mal à être dépassée. Emancipée de toutes normes sexuées, cette société fera le choix de l'égalité et de la mixité, instaurant de nouveaux rapports entre les femmes et les hommes. Une société qui choisira de ne pas enfermer les individus dans un rôle sexué, qui permettra aux femmes et aux hommes d'avoir réellement accès aux mêmes formations, aux mêmes métiers, aux mêmes salaires. Une société qui transformera en profondeur les mentalités, dès le plus jeune âge, une société qui permettra aux individus d'évoluer et de grandir dans le respect mutuel, dans le vivre ensemble.

Une société émancipée de l'homophobie, la lesbophobie et la transphobie, fait le choix d'une libre sexualité, offre la possibilité du mariage à tous les couples sans distinction, permet à tout individu de fonder une famille et d'avoir des enfants quel que soit son orientation sexuelle. Cette société autorisera pour les couples de même sexe l'adoption et le mariage.

Dans cette société, chacun, fort de sa singularité, de sa différence, mais conscient de l'intérêt commun, enrichit l'ensemble de la société.

Riche de cette diversité, notre société doit créer les conditions du vivre ensemble, de l'émancipation individuelle et collective.

Une société émancipée permet et crée les conditions pour une égalité des territoires, et de leurs populations.

Nous exigeons la régularisation de tous les sans-papiers et nous soutenons les luttes qui vont dans ce sens.

L'émancipation de tous les individus, de toutes les dominations permettra l'émancipation de la société dans son ensemble.

Parvenir à une société émancipée, c'est aussi combattre pas à pas le racisme, la xénophobie et l'extrême droite.

Parvenir à une société émancipée a pour conséquence de transformer en profondeur les mentalités, le rapport à la propriété, de créer la fraternité entre tous les citoyens. C'est en nous battant au quotidien, en dénonçant systématiquement les discriminations que nous parviendrons à créer une révolution des mentalités. Il nous faut gagner cette bataille.

Pour un monde de paix et de liberté.

Nous nous battons pour un monde de paix et de solidarité entre les peuples, en harmonie avec l'environnement, débarrassé de tout impérialisme ou néo-colonialisme.

Pour cela nous exigeons :

- un droit à l'autodétermination des peuples excluant tout repli identitaire avec par exemple la constitution d'un Etat palestinien ayant une réelle cohérence territoriale, et le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui.
- la réparation des injustices économiques et sociales faites aux pays du Sud, notamment par l'annulation de leurs dettes.
- le droit des pays à maîtriser leurs ressources naturelles et leur production.
- la création d'un système de solidarité entre les nations et les peuples, à l'instar de l'ALBA en matière de programmes éducatifs, sanitaires et de partages des ressources naturelles et d'établissements d'un commerce fondé sur de nouvelles bases.
- l'arrêt des guerres impérialistes en Afghanistan, en Irak et ailleurs.
- la fin de la course aux armements et le démantèlement des armes nucléaires et conventionnelles. Pour cela nous exigeons par exemple la fermeture des bases militaires délocalisées qui font planer un risque de guerre permanent.
- l'abolition des outils de guerre économiques comme la levée immédiate du blocus contre Cuba et Gaza.

Nous réaffirmons notre solidarité avec le peuple et la révolution cubaine, comme avec tous les peuples en lutte pour la liberté, avec la famille des 5 cubains. Nous réaffirmons notre solidarité avec Salah Hamouri, un jeune injustement privé de sa liberté, ainsi qu'avec les 11 000 prisonniers politiques dans les prisons israéliennes.

Les exploités du monde entier ont des intérêts communs contre le capitalisme. Nous devons nous battre pour la paix et la solidarité entre les peuples. C'est pour toutes ces raisons que nous sommes internationalistes.

Mobilisons nous sur tous les fronts !

L'histoire des luttes, notamment contre le CPE nous montre que les mouvements massifs de jeunes facilitent l'union des forces de gauche, progressistes, associatives et syndicales permettant de faire reculer la droite.

L'unité de tous les acteurs des mouvements sociaux met en échec la logique libérale et ses applications. C'est en rassemblant le plus largement possible ceux qui souffrent du capitalisme que nous pourrons faire avancer nos idées de transformation sociales et que nous gagnerons des nouveaux droits pour les jeunes.

Le capitalisme produit de l'individualisme et du fatalisme. Au contraire, nous pensons que tout jeune doit pouvoir se sentir auteur et acteur dans la société. Chaque engagement progressiste, quel qu'il soit, constitue un pas contre l'idéologie dominante, et vers la confrontation d'idées, le débat démocratique et donc la conscientisation de tous. A nous de convaincre ces jeunes de poursuivre avec nous l'idéal et le mouvement réel que nous appelons le communisme.

Unis, les jeunes sont capables de changer la donne. Ils sont souvent parmi les premiers à se mobiliser et ils représentent une réelle force pour faire reculer celles du capital. Partout les jeunes sont une source d'espoir et peuvent être un levier pour le changement de société.